



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'avril et de mai 2021

Canada 

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2021)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

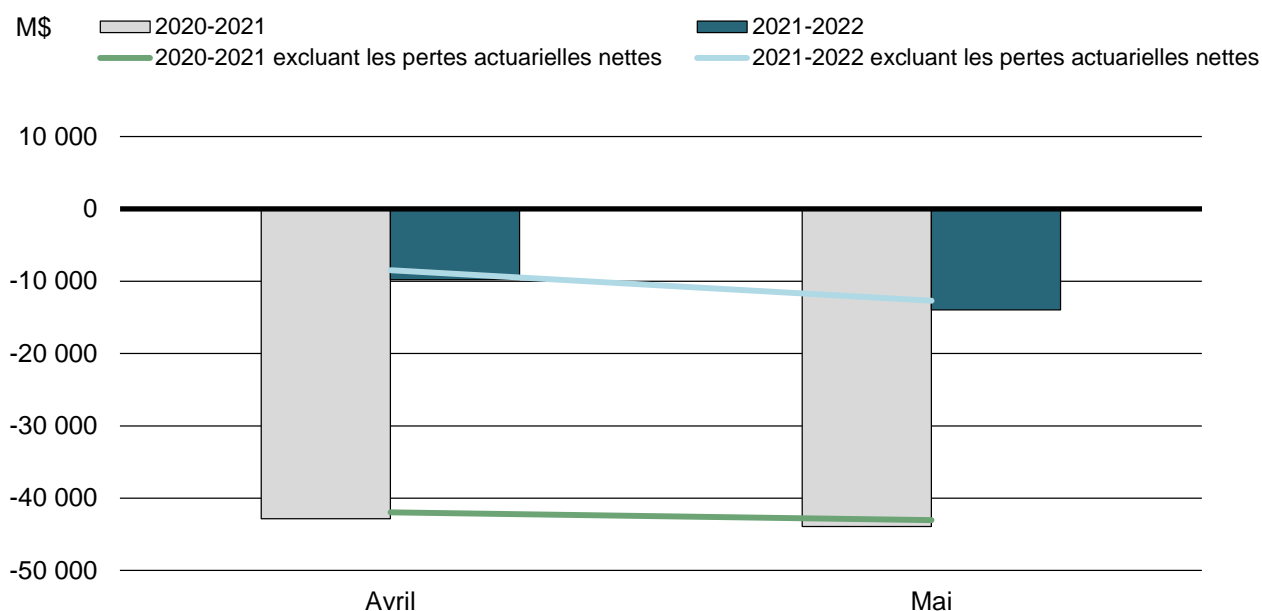
Faits saillants d'avril et mai 2021

Les deux premiers mois de l'exercice 2021-2022 (avril et mai) se sont soldés par un déficit budgétaire de 23,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 86,8 milliards pour la même période de 2020-2021. Ventilé par mois, ce déficit s'élevait à 9,8 milliards en avril et à 14,0 milliards en mai.

Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 21,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 85,0 milliards pour la même période de 2020-2021. Ventilé par mois, le solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes constituait un déficit de 8,5 milliards en avril et de 12,7 milliards en mai. Le solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Comme prévu, les résultats financiers du gouvernement pour 2021-2022 affichent une nette amélioration comparativement à ceux du sommet de la crise de la COVID-19 atteint en avril et mai 2020, ainsi que le niveau sans précédent des mesures d'intervention temporaires en réponse à la COVID-19 prises à l'époque. Cela étant dit, ils continuent de refléter les conditions économiques difficiles, notamment l'impact des mesures de confinement liées à la troisième vague, et les autres soutiens temporaires du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 en 2021-2022.

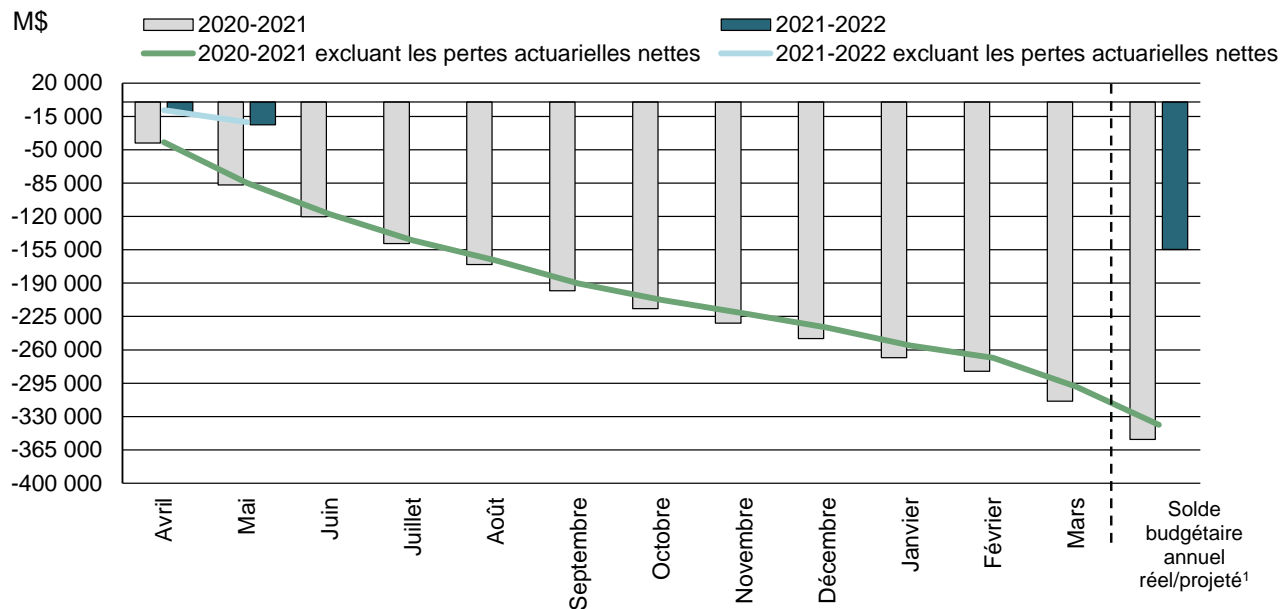
Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



Pour la période de deux mois :

- Les revenus ont augmenté de 27,1 milliards de dollars (83,6 %), d'un exercice à l'autre, ce qui est principalement attribuable aux revenus inférieurs de l'année dernière découlant de la COVID-19 et aux mesures d'intervention du gouvernement.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 37,0 milliards de dollars (32,5 %), ce qui s'explique en grande partie par la baisse des paiements de transfert aux particuliers et aux entreprises en vertu du Plan d'intervention économique du gouvernement pour répondre à la COVID-19.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (9,1 %), sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et la baisse des intérêts s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et d'autres avantages futurs des employés.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (43,0 %), ce qui reflète les modifications aux évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages, qui ont augmenté en grande partie en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi que de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation des prestations d'invalidité et des autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



¹Source : Budget de 2021

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2020	2021	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Opérations budgétaires						
Revenus	18 681	29 909	13 763	29 662	32 444	59 571
Charges						
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ¹	-58 525	-36 486	-55 315	-40 378	-113 840	-76 864
Frais de la dette publique	-2 096	-1 922	-1 483	-1 981	-3 579	-3 903
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes ¹	-41 940	-8 499	-43 035	-12 697	-84 975	-21 196
Pertes actuarielles nettes ¹	-897	-1 283	-897	-1 283	-1 794	-2 566
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-42 837	-9 782	-43 932	-13 980	-86 769	-23 762
Opérations non budgétaires	-41 514	-7 644	-8 790	-1 940	-50 304	-9 584
Ressources ou besoins financiers	-84 351	-17 426	-52 722	-15 920	-137 073	-33 346
Variation nette dans les activités de financement	135 825	10 377	104 118	23 288	239 943	33 665
Variation nette de la trésorerie	51 474	-7 049	51 396	7 368	102 870	319
Trésorerie à la fin de la période					147 549	59 709

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus

Les revenus ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et par les mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, y compris les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) offerts en 2020-2021. Cependant, puisqu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

Les revenus de la période d'avril à mai de l'exercice 2021-2022 s'élevaient à 59,6 milliards de dollars, en hausse de 27,1 milliards (83,6 %) par rapport à la même période de 2020-2021.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 20,0 milliards de dollars (66,5 %) par rapport à la même période en 2020-2021, où la COVID-19 avait entraîné la fermeture de grands pans de l'économie et les mesures de soutien du gouvernement qui en ont découlé, comme la bonification unique du crédit pour la TPS et le report des dates limites de production des déclarations et des paiements d'impôt. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 10 millions pour la période d'avril à mai, pour passer à 22 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (14,1 %), sous l'effet d'une meilleure performance du marché de l'emploi.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (19,5 %), sous l'effet d'un prix plus élevé de la pollution en 2021.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont augmenté de 6,4 milliards de dollars (264,1 %). Cette hausse découle principalement de l'augmentation des bénéfices de la Banque du Canada, liée à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. En vertu des normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat de ces obligations sont immédiatement passées en charges. Même si les primes versées ont plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres en 2020-2021, les primes ont diminué depuis et les gains d'intérêt ont augmenté.

Tableau 2

Revenus

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2020	2021	2020	2021	2020-2021	2021-2022	
	(M\$)						(%)
Revenus fiscaux							
Impôts sur le revenu							
Particuliers	12 442	15 789	13 137	13 603	25 579	29 392	14,9
Sociétés	1 183	5 227	1 389	4 344	2 572	9 571	272,1
Non-résidents	932	416	717	625	1 649	1 041	-36,9
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	14 557	21 432	15 243	18 572	29 800	40 004	34,2
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	1 351	2 661	-3 342	4 804	-1 991	7 465	474,9
Taxes sur l'énergie	426	372	416	309	842	681	-19,1
Droits de douane à l'importation	212	329	282	698	494	1 027	107,9
Autres taxes et droits d'accise	344	375	539	451	883	826	-6,5
Total des taxes et droits d'accise	2 333	3 737	-2 105	6 262	228	9 999	4285,5
Total des revenus fiscaux	16 890	25 169	13 138	24 834	30 028	50 003	66,5
Produits issus de la redevance sur les combustibles	363	387	294	398	657	785	19,5
Cotisations d'assurance-emploi	2 223	2 504	1 971	2 283	4 194	4 787	14,1
Autres revenus	-795	1 849	-1 640	2 147	-2 435	3 996	264,1
Total des revenus	18 681	29 909	13 763	29 662	32 444	59 571	83,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes ont été touchées considérablement par les mesures de dépenses prises en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), l'incitatif au remboursement des prêts en vertu du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et les prestations canadiennes de la relance économique. De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Pour la période d'avril à mai de l'exercice 2021-2022, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 76,9 milliards de dollars, soit une baisse de 37,0 milliards (32,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de la relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont diminué de 23,6 milliards de dollars (46,4 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,8 %), principalement sous l'effet d'une hausse du nombre de prestataires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 10,2 milliards de dollars (56,8 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail. Les prestations d'assurance-emploi pour la même période de l'exercice précédent comprennent 13,3 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi.
 - Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités à l'extérieur du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 12,4 milliards de dollars (72,4 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et l'instauration de la Prestation canadienne de la relance économique, de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.
 - Les prestations pour enfants ont diminué de 1,4 milliard de dollars (22,2 %), ce qui est principalement attribuable au paiement unique bonifié de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) versé en mai 2020. Cette baisse a été compensée en partie par l'instauration du supplément pour jeunes enfants de l'ACE pour 2021.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (18,5 %), ce qui est principalement attribuable au calendrier des versements du Fonds pour le développement des collectivités du Canada (auparavant Fonds de la taxe sur l'essence) et aux augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.

- Les charges de programmes directes ont diminué de 16,0 milliards de dollars (32,7 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 1,2 milliard de dollars (61,8 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse du taux de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2020.
 - Les paiements versés aux employeurs admissibles au titre de la SSUC en vertu du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 ont diminué de 10,4 % (69,5 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 7,0 milliards de dollars (40,3 %), ce qui est principalement attribuable à la baisse des coûts de l'incitatif au remboursement des prêts du programme du CUEC, baisse qui découle d'une participation moins élevée qu'à la même période de 2020, et la fin des mesures temporaires en réponse à la COVID-19 instaurées pendant l'exercice précédent.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,3 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (9,1 %), principalement sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et la baisse des intérêts s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et d'autres avantages futurs des employés.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des variations de l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (43,0 %), principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Tableau 3

Charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2020	2021	2020	2021	2020-2021	2021-2022	
	(M\$)						(%)
Principaux transferts aux particuliers							
Prestations aux aînés	4 771	4 938	4 810	5 008	9 581	9 946	3,8
Prestations d'assurance-emploi ¹	9 792	2 436	8 218	5 353	18 010	7 789	-56,8
Prestation canadienne d'urgence et prestations de relance économique ¹	8 414	2 011	8 666	2 696	17 080	4 707	-72,4
Prestations pour enfants	2 127	2 201	4 038	2 597	6 165	4 798	-22,2
Total des principaux transferts aux particuliers	25 104	11 586	25 732	15 654	50 836	27 240	-46,4
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien en matière de santé	3 489	3 594	3 489	3 594	6 978	7 188	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 252	1 290	1 252	1 289	2 504	2 579	3,0
Péréquation	1 715	1 742	1 714	1 743	3 429	3 485	1,6
Formule de financement des territoires	669	701	669	701	1 338	1 402	4,8
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	0	0	0	2 269	0	2 269	s.o
Soins à domicile et soins de santé mentale	625	750	0	0	625	750	20,0
Autres arrangements fiscaux ²	-384	-480	-386	-482	-770	-962	-24,9
Total des principaux transferts aux autres administrations	7 366	7 597	6 738	9 114	14 104	16 711	18,5
Charges de programmes directes¹							
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	874	2 216	1 041	882	1 915	3 098	61,8
Subvention salariale d'urgence du Canada	6 005	1 607	8 932	2 945	14 937	4 552	-69,5
Autres paiements de transfert	11 389	6 079	5 942	4 269	17 331	10 348	-40,3
Charges de fonctionnement	7 787	7 401	6 930	7 514	14 717	14 915	1,3
Total des charges de programmes directes	26 055	17 303	22 845	15 610	48 900	32 913	-32,7
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹							
	58 525	36 486	55 315	40 378	113 840	76 864	-32,5
Frais de la dette publique							
	2 096	1 922	1 483	1 981	3 579	3 903	9,1
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹							
	60 621	38 408	56 798	42 359	117 419	80 767	-31,2
Pertes actuarielles nettes ³	897	1 283	897	1 283	1 794	2 566	43,0
Total des charges							
	61 518	39 691	57 695	43 642	119 213	83 333	-30,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

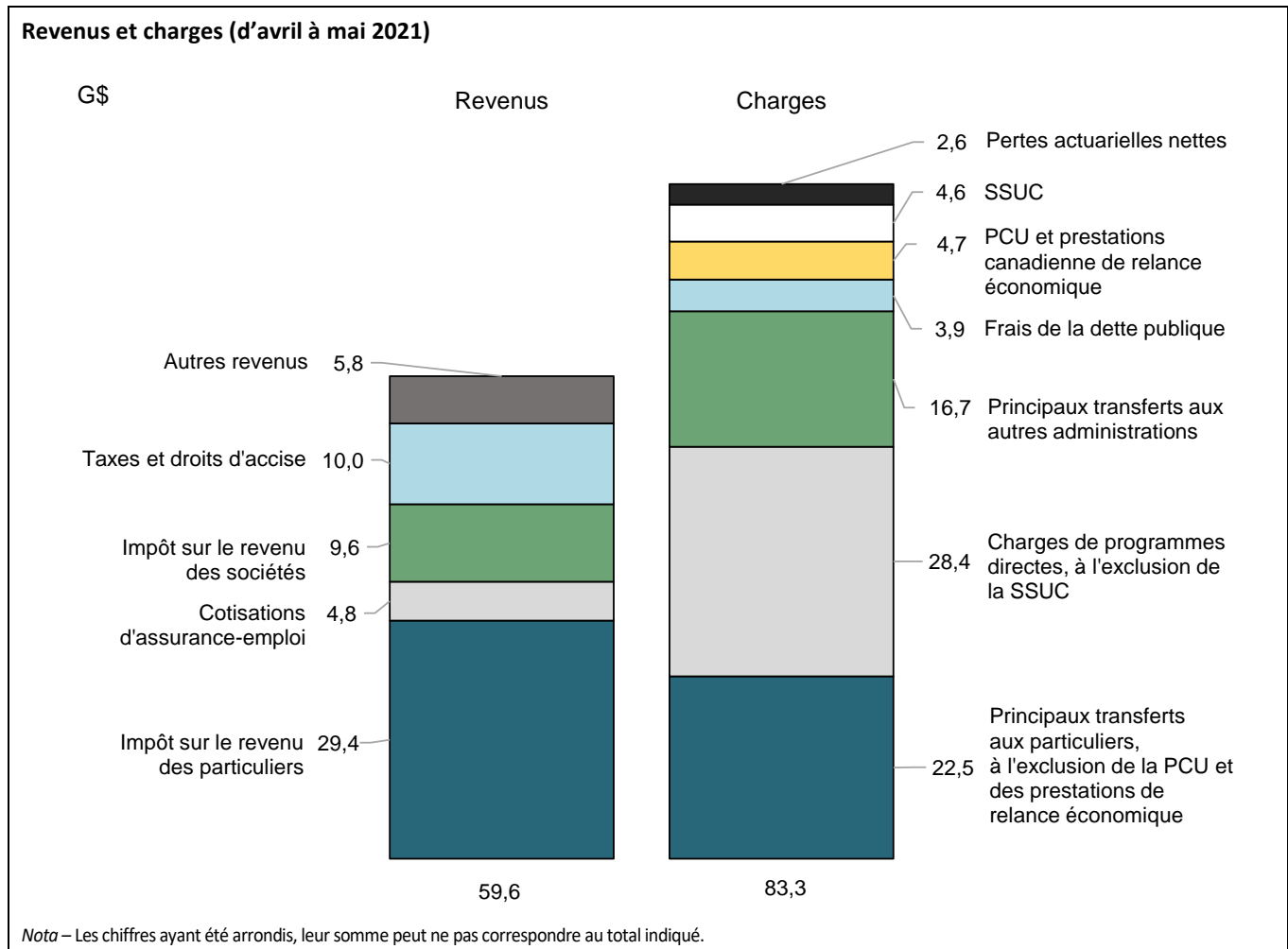
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2020	2021	2020	2021	2020-2021	2021-2022	
	(M\$)						(%)
Paiements de transfert	50 738	29 085	48 385	32 864	99 123	61 949	-37,5
Autres charges							
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	4 076	4 724	4 036	4 653	8 112	9 377	15,6
Transports et communications	78	48	133	152	211	200	-5,2
Information	5	12	67	48	72	60	-16,7
Services professionnels et spéciaux	347	379	586	767	933	1 146	22,8
Location	235	472	335	220	570	692	21,4
Réparation et entretien	96	79	181	151	277	230	-17,0
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 361	191	298	389	1 659	580	-65,0
Autres subventions et charges	1 153	1 040	853	669	2 006	1 709	-14,8
Amortissement des immobilisations corporelles	427	453	436	457	863	910	5,4
Perte nette sur cession de biens	9	3	5	8	14	11	-21,4
Total des autres charges	7 787	7 401	6 930	7 514	14 717	14 915	1,3
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹	58 525	36 486	55 315	40 378	113 840	76 864	-32,5
Frais de la dette publique	2 096	1 922	1 483	1 981	3 579	3 903	9,1
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹	60 621	38 408	56 798	42 359	117 419	80 767	-31,2
Pertes actuarielles nettes ¹	897	1 283	897	1 283	1 794	2 566	43,0
Total des charges	61 518	39 691	57 695	43 642	119 213	83 333	-30,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.



Besoins financiers de 33,3 milliards de dollars pour la période d'avril à mai 2021

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, placements et avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 23,8 milliards de dollars et des besoins de 9,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mai 2021 s'est soldée par des besoins financiers de 33,3 milliards, comparativement à des besoins financiers de 137,1 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse des besoins financiers pour les opérations non budgétaires est attribuable en grande partie à la fin des mesures temporaires en réponse à la COVID-19, notamment : le report des paiements d'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises et des remises de la taxe sur les produits et services en 2020-2021, qui ont touché les créiteurs, charges à payer et débiteurs; et la baisse des prêts versés dans le cadre du programme du CUEC en 2021-2022, consignés dans les besoins financiers au titre des prêts, placements et avances.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2020	2021	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-42 837	-9 782	-43 932	-13 980	-86 769	-23 762
Opérations non budgétaires						
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-27 626	-7 176	-8 227	991	-35 853	-6 185
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	624	1 263	912	2 224	1 536	3 487
Comptes d'opérations de change	-423	1 195	963	-4 114	540	-2 919
Prêts, placements et avances	-14 325	-3 316	-2 721	-1 047	-17 046	-4 363
Actifs non financiers	236	390	283	6	519	396
Total des opérations non budgétaires	-41 514	-7 644	-8 790	-1 940	-50 304	-9 584
Ressources ou besoins financiers	-84 351	-17 426	-52 722	-15 920	-137 073	-33 346

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 33,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 33,3 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 0,3 milliard en augmentant la dette non échue de 33,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

À la fin du mois de mai 2021, les soldes de trésorerie s'élevaient à 59,7 milliards de dollars, soit 87,8 milliards de moins qu'à la fin du mois de mai 2020. La baisse de la trésorerie est principalement attribuable à des soldes élevés détenus dans l'exercice précédent afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2020	2021	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Ressources ou besoins financiers	-84 351	-17 426	-52 722	-15 920	-137 073	-33 346
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	27 762	24 343	19 063	15 576	46 825	39 919
Bons du Trésor	106 133	-12 400	84 400	4 000	190 533	-8 400
Titres au détail	-18	-2	1	-3	-17	-5
Total des emprunts en dollars canadiens	133 877	11 941	103 464	19 573	237 341	31 514
Emprunts en devises	2 492	61	1 301	4 811	3 793	4 872
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	136 369	12 002	104 765	24 384	241 134	36 386
Réévaluation de swaps de devises	-1 307	-1 290	-1 239	-944	-2 546	-2 234
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	810	-293	610	-133	1 420	-426
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-47	-42	-18	-19	-65	-61
Variation nette dans les activités de financement	135 825	10 377	104 118	23 288	239 943	33 665
Variation de la trésorerie	51 474	-7 049	51 396	7 368	102 870	319
Trésorerie à la fin de l'exercice					147 549	59 709

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.

6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7 État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent habituellement à l'automne.
8. Le ministère des Finances a changé la présentation des résultats financiers dans *La revue financière* afin de :
 - a) présenter séparément la constatation des gains et des pertes actuariels liés aux régimes de retraite du secteur public et aux autres avantages futurs des employés et des anciens combattants; et b) tenir compte des versements de la PCU aux particuliers traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi à même les prestations d'assurance-emploi. Cette nouvelle présentation correspond à celle adoptée dans l'État consolidé condensé des résultats et du déficit accumulé du *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*.
 - a. Les gains et les pertes actuariels étaient comptabilisés auparavant dans les charges de programmes directes mais sont maintenant présentés dans un nouveau poste intitulé « pertes actuarielles nettes ». Un nouvel élément de total partiel intitulé « solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes » a aussi été ajouté. L'objectif de cette présentation révisée consiste à améliorer les rapports financiers et la prise de décision pour les utilisateurs en isolant l'incidence des réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et des anciens combattants lesquels sont souvent importants et peuvent cacher des événements sous-jacents et des tendances dans les dépenses actuelles du gouvernement. Les données comparatives pour l'exercice précédent ont été reclassées afin de se conformer à cette nouvelle présentation. Des précisions au sujet de ce changement de présentation se trouvent dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020* affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.
 - b. Les versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi étaient déclarés auparavant dans *La revue financière* au poste de la Prestation canadienne d'urgence mais se trouvent maintenant au poste des prestations d'assurance-emploi. Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à cette nouvelle présentation.

Nota – Sauf avis contraire les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Juillet 2021